

[ACTU](#) > [OPINIONS](#) > [CARTE BLANCHE](#)

CARTE BLANCHE

## Les services secrets sortent (enfin) de l'ombre

**Thomas Renard et Rik Coolsaet**, Chercheurs à l'Institut Egmont

30 novembre 2018 08:57



**La nouvelle politique d'ouverture de la Sûreté de l'Etat promet de générer davantage de débats, et donc un meilleur "renseignement". Dans un monde complexe, imprévisible, et avec des moyens limités, c'est un pas dans la bonne direction.**

**P**ar **Thomas Renard et Rik Coolsaet**  
Chercheurs à l'Institut Egmont

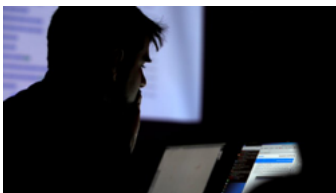
C'est une petite révolution à la Sûreté de l'État. Pour la première fois depuis de nombreuses années, le service de renseignement belge a publié un rapport sur ses activités, comprenant plusieurs analyses sur les menaces actuelles. Il vient également d'inaugurer son site internet. Enfin, a-t-on envie de dire.

**S'il n'y a pas en Belgique de culture de renseignement, il y a encore moins de culture de transparence.**

Car, en comparaison avec d'autres services européens, ces démarches d'ouverture restent modestes. La Belgique n'a pas une culture de la transparence. Contrairement à d'autres pays, les administrations publiques n'ont pas de tradition de nourrir le débat public en publiant documents ou analyses.

En ce qui concerne la Sûreté, ses analyses étaient traditionnellement envoyées à un nombre très restreint de destinataires. Sans doute certains incidents du passé ont nourri une crainte de voir les analyses du service être instrumentalisées à des fins politiques.

### Trou noir



©REUTERS

Vu de l'extérieur, cette culture du secret a d'ailleurs longtemps attisé une réputation sulfureuse. Pour d'autres, la Sûreté était une espèce de trou noir où disparaissaient toutes les informations fournies par les services partenaires, sans jamais ne rien recevoir en retour. Et de contacts avec la presse il n'était évidemment pas question.

Ces temps-là sont définitivement révolus. Il y a 20 ans exactement, en décembre 1998, une loi (dite "loi organique des services de renseignement") encadrait pour la première fois le travail de la Sûreté de l'État. Après près de 170 ans de fonctionnement, ce cadre légal jetait déjà un peu de lumière sur le travail de l'ombre des services secrets. À la même époque sont apparues les premières exigences de collégialité dans le "travail de renseignement", avec la naissance de premiers contacts, certes laborieux, avec d'autres partenaires: les autorités judiciaires, la police ou les renseignements militaires.

L'ouverture au monde extérieur est encore plus récente. Les premières analyses publiques datent de 2010 et 2012. L'année dernière, c'est une brochure informative sur le Salafisme en Belgique qui a été publiée, et dont la presse a fait écho.

La contribution et l'expertise des services de renseignement sont aujourd'hui recherchées et appréciées. Que ce soit par les entreprises ciblées par l'espionnage industriel (chinois et russe, notamment), ou par les diverses autorités politiques sur des problématiques complexes, comme la radicalisation.

On sous-estime trop souvent notre service de renseignement. Pourtant, son expertise est reconnue et appréciée internationalement.



©Photo News

Au début des années 2000, par exemple, alors que la majorité des services européens découvraient le phénomène djihadiste, la Sûreté disposait déjà d'une excellente connaissance en la matière, issue d'un long travail de terrain qui précédait les attentats de 2001. Les auditions de la commission parlementaire sur les attentats, lors desquelles le service a été interpellé sur le phénomène salafiste ou encore le rôle de la grande mosquée à Bruxelles, ont également démontré la capacité du service à déconstruire des phénomènes complexes et contrer certaines explications simplistes, y compris dans le discours politique.

## Les priorités sont illimitées, pas les ressources

Bien que performante, la Sûreté de l'État a des moyens limités. Le service pèse à peine la moitié de ses équivalents danois, néerlandais ou espagnols. Et pourtant, au cœur de l'Europe, et notamment de par la présence de nombreuses organisations internationales (UE, OTAN, etc.), les menaces ne manquent pas.

Les priorités sont illimitées, mais pas les ressources. Il faut donc souvent faire des choix, ce qui n'est pas sans risque. Les erreurs d'évaluation et de priorisation se payent cash dans le monde du renseignement.

**Des initiatives ont déjà été lancées par le passé, notamment pour rassembler professionnels du renseignement et académiques. Une telle coopération offre énormément d'opportunités, et de synergies possibles.**

En dehors des missions définies par la loi, la Sûreté a donc plus que jamais besoin d'une vision stratégique. D'un compas qui lui permette de maintenir le cap en dépit de déviations ponctuelles pour faire face à certaines urgences. Le travail de renseignement doit s'inscrire dans une vision à long terme, non seulement pour identifier les futures menaces, mais aussi pour développer l'expertise qui permettra de détecter ces menaces de manière précoce et d'y faire face à temps. Pour le dire autrement, sans négliger les menaces actuelles, il faut surtout anticiper celles de demain.

La Sûreté est bien consciente de ce besoin de vision à long terme. Depuis plusieurs années des initiatives ont été lancées, notamment pour rassembler professionnels du renseignement et académiques. Une telle coopération n'est pas évidente, mais offre énormément d'opportunités et de synergies possibles.

Les analystes du renseignement peuvent confronter les chercheurs académiques, souvent inscrits dans un temps long et détachés des implications pratiques de leurs travaux, aux réalités du terrain; alors que les services de renseignement, souvent confrontés aux exigences opérationnelles du moment présent, peuvent bénéficier de l'horizon offert par le travail académique (et de sa rigueur scientifique, bien entendu).

La nouvelle politique d'ouverture de la Sûreté de l'État, vis-à-vis du monde académique, des médias ou de la société civile promet de générer davantage de débats, et donc un meilleur "renseignement".

**Thomas Renard et Rik Coolsaet**, Chercheurs à l'Institut Egmont

Source: L'Echo

Publicité